

COMMENT L'EUROPE PEUT REBONDIR

par Philippe HERZOG

pubblicato in *Confrontations Europe* n. 83

Après le non irlandais au Traité de Lisbonne, l'Europe peut rebondir. La présidence française de l'Union a un rôle important à jouer

Après le non irlandais, la présidence française de l'Union peut redonner une impulsion à l'Europe. Elle doit convaincre les Etats qui ne l'ont pas encore fait de se prononcer sur le Traité de Lisbonne. C'est un droit mais aussi un devoir : il serait lâche de ne pas s'exprimer. Ensuite, le Conseil examinera, avec l'Irlande, comment conclure. D'autre part la présidence française doit convaincre ses pairs d'agir face à une situation économique et sociale qui l'exige. L'interminable feuilleton d'une réforme institutionnelle inaboutie doit faire place au débat et à l'action pour promouvoir les politiques de l'Union dans la mondialisation.

Nicolas Sarkozy, cet « Européen très pressé » [1] que décrit Jean-Dominique Giuliani, fera certainement preuve d'initiative et d'énergie. Il ne devra pas seulement convaincre ses pairs, il devra s'expliquer et convaincre en France. D'une certaine façon, sa réussite dans la négociation du Traité de Lisbonne et des projets utiles comme l'Union pour la Méditerranée ont exempté les Français d'un examen de conscience. Dans le sillage de l'Irlande, les « nonistes » relèvent la tête. Ils incriminent la bureaucratie de Bruxelles, comme si la France avait des leçons à donner en ce domaine ! Ils parlent de démocratie à propos des referendums de 2005 et 2008, alors qu'il s'agit, au mieux, d'une démocratie de très bas niveau, et au fond d'un droit de veto pour chaque peuple et chaque Etat. Il est urgent de construire un espace public européen où les devoirs d'information et d'éducation des citoyens seront assumés, et où les dirigeants politiques prendront des engagements. Car comme dit Barack Obama, « personne n'est exempt du devoir de rechercher le bien commun » [2]. Combien de fois j'entends dire « je suis pour l'Europe, mais pas celle-là ». Je réponds : « mais vous, votre syndicat, votre parti, avez-vous entrepris autre chose que le dénigrement ou la revendication, avez-vous pris soin de la Communauté ? ».

L'Union européenne manque cruellement de participation et de solidarité alors qu'il y a urgence d'agir. Mais dans quel sens ? Lors du rassemblement de Marseille le 13 juin, « Paroles d'Européens », Bernard Kouchner a réagi vivement aux habituelles paroles

d'élus « représentatifs » demandant de « protéger notre modèle de société européen » et refusant une Europe « cheval de Troie de la mondialisation ».

Ce n'est qu'en investissant à fond la mondialisation que nous aurons un avenir. Désormais le développement se partage et l'environnement doit être réhabilité. Ceci ne va pas sans risques et insécurités qui alimentent les réactions de peur, de fermeture et de xénophobie. Mais les pouvoirs publics auraient tort de prétendre y répondre par la protection. Nous ne pourrions conserver le modèle ancien, il faut bâtir un nouveau modèle de croissance et de vie. Nous ne pourrions nous abriter du monde, il faut le changer pour y bâtir des biens publics et des solidarités. L'Union a raison de choisir l'ouverture, elle a commencé par le marché, mais elle devra maintenant promouvoir des politiques publiques.

La présidence française va devoir inciter ses pairs à agir face à la crise financière, au ralentissement de l'économie, et à l'inflation considérable des prix de l'énergie et de l'alimentation. Elle devra répliquer à ceux qui font de l'euro et de la Banque Centrale des boucs émissaires. La BCE est la seule institution européenne à agir face à la crise financière, et pas si mal. C'est au Conseil et à la Commission de cesser d'être passifs. Ils devraient exiger des banques un exercice de transparence et de réexamen en profondeur de leur modèle de gestion. Ils devraient fournir des compensations aux populations les plus vulnérables. Et préparer une relance de l'économie. Les hausses de prix ne déclencheront pas les investissements à long terme qui font cruellement défaut. Il faut accélérer l'intégration et la régulation du marché, et bâtir des politiques publiques dans des domaines stratégiques comme l'énergie, les transports, l'éducation et la recherche, assortis de financements adéquats. A cet égard, il serait bon que la présidence française hausse le ton à propos de la situation inadmissible de dégradation du budget communautaire et formule son intention d'agir pour une réforme fondamentale.

La lutte contre le changement climatique et la progression vers une politique énergétique sont des sujets phares de la présidence française. Les textes en débat sont importants. La discussion s'annonce très serrée en raison des désaccords internes sur la répartition des charges et de la très grande difficulté à concilier les objectifs avec les exigences de compétitivité industrielle. D'autant que l'initiative diplomatique nécessaire pour réussir les négociations multilatérales en cours paraît insuffisante.

On ne pourra résoudre les problèmes seulement par l'organisation du marché. D'autant qu'il sera de plus en plus difficile de faire accepter par l'opinion publique la formation d'un marché intérieur pour l'énergie, si cela se traduit par des hausses de prix récurrentes, y compris pour l'électricité. Il faut des politiques publiques pour réaliser les économies d'énergie qui nécessitent des investissements lourds et demanderont des décennies d'efforts. Et il serait aberrant de négliger le problème du manque de capacités de production. Il est impératif d'inciter à investir en Europe, non seulement pour les énergies renouvelables, mais aussi pour les nouvelles générations du nucléaire, pour capturer et stocker le carbone. Et l'Union doit être mise en capacité de négocier des

partenariats stratégiques avec ses grands fournisseurs pour réduire l'insécurité d'approvisionnement.

Le « bilan de santé » de la Politique agricole commune est sur l'agenda. Michel Barnier a entrepris un gros effort pour convaincre les agriculteurs français de la nécessité d'une réforme du régime des aides, qui devront être recentrées sur les secteurs et les fermes qui en ont véritablement besoin. Comme nous, il défend la préférence communautaire tout en soulignant qu'elle doit évoluer. Comme on l'a entendu lors des Entretiens européens organisés à Bruxelles les 5 et 6 juin sous l'impulsion de Claude Fischer, la prise de conscience du caractère mondial du problème de l'alimentation est un stimulant pour préparer une nouvelle stratégie. La demande dépasse l'offre de beaucoup en raison d'un sous-investissement auquel il va falloir remédier tout particulièrement dans les régions où sévit la malnutrition. L'Union doit maintenant élaborer sa contribution politique à l'échelle mondiale et en particulier clarifier le rôle qu'elle entend donner au développement d'échanges régulés des produits alimentaires.

La présidence française propose un Pacte pour l'immigration. Son contenu ne nous séduit pas. Il est axé principalement sur le refus des clandestins et sur le contrôle. L'immigration « de travail » est acceptée, mais sur le marché du travail la liberté de circulation est étroitement limitée, alors que par ailleurs on estime la mobilité impérieuse ! Quant au co-développement, il reste dans les limbes.

La présidence veut avancer aussi sur le terrain de la défense de l'Europe et de « l'europanisation de l'OTAN ». C'est une perspective utile car la coopération Europe/Etats-Unis est incontournable mais doit changer de base. Plusieurs Sommets de l'Union vont avoir lieu avec de grands pays émergents. Le président pourrait se prononcer en faveur d'une représentation unique de l'Union, ou des pays de l'eurozone, dans les grandes institutions internationales, pour faire place aux grands pays émergents. Nous devons renoncer aux représentations nationales dont nous avons le privilège avec d'autres grands Etats européens.

Nous souhaitons que Nicolas Sarkozy aille aux Jeux Olympiques de Pékin. Il serait totalement contreproductif, et particulièrement négatif pour la France, de ne pas y aller. Pourquoi toujours opposer l'action pour les droits de l'homme à l'action pour développer les liens d'échange et de coopération ? Nous devons apprendre à mieux respecter le peuple chinois, ses réalisations immenses, ses joies et sa fierté. Nous lui avons confié les Jeux Olympiques, nous leur souhaitons un grand éclat. Nous souhaitons également que le Président s'implique à fond dans la recherche d'un grand partenariat avec la Russie. Le lecteur trouvera dans cette Revue un article décapant et à méditer de Gueorgui Skorov.

L'esprit du renouveau européen devra s'incarner dans un nouveau projet fédérateur. Confrontations Europe y travaille depuis plusieurs années.

Que le Traité de Lisbonne soit ratifié ou non, nous avons besoin d'un engagement politique, d'un plan de bataille pour promouvoir des politiques communes traduisant

l'intérêt et les valeurs de l'Europe dans la mondialisation. Ce n'est pas la protection mais l'action pour un nouveau modèle de croissance et de solidarité qui, selon les mots de Nicole Notat, pourra « désenclaver le social », et ainsi recréer confiance et sécurité. Nouvelles politiques et changements institutionnels doivent aller de pair pour sortir de l'ornière.

Plusieurs travaux récents aident à la prise de conscience des défis de l'Union dans la mondialisation. C'est le cas du rapport de Laurent Cohen-Tanugi « Euromonde 2015 » [3], dont Jacky Fayolle livre une discussion critique. S'il est utile, il ne propose pas une véritable refondation de la stratégie de croissance de l'Union, et il achoppe sur la question du changement de la méthode. Un programme n'est pas un projet collectif. Le futur projet ne peut se bâtir que dans un espace public interactif paneuropéen. Nous devons viser une révolution des comportements politiques et institutionnels et la participation des Européens, pour dépasser les « coordinations intergouvernementales », dont la lenteur et la mollesse, les zizanies incessantes, contribuent au décrochage des citoyens [4].

Un nouvel engagement politique reposera sur une coresponsabilité des entreprises, des sociétés civiles, et des institutions. Le séminaire de Confrontations Europe « A la recherche de l'intérêt européen » traduit cette volonté. Nous faisons d'ores et déjà appel à la curiosité des lecteurs pour qu'ils se saisissent du livre qui rassemblera dix-huit contributions majeures et sera l'évènement de l'automne. Nous les invitons à participer à notre grand colloque international de la fin octobre [5]. Ils pourront aussi lire notre « Tour d'Europe » [6], au cours duquel nous sommes allés à la rencontre des autres Européens pour écouter et assimiler ce qu'ils disent.

Nous sommes tous responsables de la réussite de la présidence française. Nous constatons un regain de bon augure des mouvements associatifs européens et de l'implication du patronat français. Nous espérons que les syndicalistes et les éducateurs, bien qu'ils expriment d'abord un grand stress social, auront aussi à cœur de faire quelque chose pour l'Europe, dont dépend leur avenir. Et nous devons exiger des politiques et des medias qu'ils ne rejouent pas les mauvaises partitions du passé et élèvent leur niveau de responsabilité.

Philippe Herzog, Le 16 juin 2008.

1) Editions du moment, mai 2008.

2) The audacity of hope, Crown, New-York, 2006.

3) La Documentation Française, Editions Odile Jacob, 2008.

4) On lira avec intérêt le rapport d'Alain Lamassoure, député européen, sur l'Europe des citoyens, dont nous rendrons compte dans notre prochaine Revue.

5) On trouvera sur www.confrontations.org des informations sur le livre et sur le colloque.

6) Le Tour d'Europe – dialogues et découvertes pour partager un destin, dans notre collection L'Europe après l'Europe aux éditions le Manuscrit - www.manuscrit.com -